

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Paris, le 18 septembre 2006

SECRETARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ACCES AU DROIT ET A LA JUSTICE
ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

à

POUR ATTRIBUTION

Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel
Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près lesdites cours
(Métropole - Outre mer)

POUR INFORMATION

Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale de la Magistrature

Monsieur le directeur de l'Ecole Nationale des Greffes

N° NOR : JUS J 06 90 012 C

Mots clés : Médiation familiale - Procédure d'instruction des demandes des services et associations civiles de médiation familiale - comités départementaux des financeurs

Titre détaillé: Circulaire relative à la diffusion du protocole national de développement de la médiation familiale

Publication : La présente circulaire sera diffusée sur l'intranet du Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de la Politique de la Ville

MODALITES DE DIFFUSION

Diffusion assurée par le Ministère de la Justice en deux exemplaires à chaque Cour d'appel

Pièces jointes : circulaire proprement dite
annexes

SADJPV

13, place Vendôme
75042 Paris Cedex 01
Téléphone : 01 44 77 71 86
Télécopie : 01 44 77 70 50

Le 30 juin 2006, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole, et le Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de la Politique de la Ville ont signé un protocole national de développement de la médiation familiale.

Ce protocole s'inscrit dans le prolongement des travaux de décembre 2004 du Conseil national consultatif de la médiation familiale, et traduit la volonté du ministère délégué à la Sécurité sociale, aux Personnes âgées et à la Famille d'instaurer, à l'appui de la prestation de service « médiation familiale » nouvellement créée aux termes d'une convention d'objectifs signée entre l'Etat et la CNAF, une procédure de financement multi-partenarial des services et associations qui réalisent des médiations familiales dans un cadre judiciaire et/ou conventionnel.

Dans ce cadre, les Caisses d'Allocations Familiales ont été chargées de mettre en place des comités départementaux regroupant les financeurs de la médiation familiale dont la finalité est double : d'une part, améliorer la structuration et la régulation de l'offre locale notamment au moyen d'une contractualisation, et d'autre part, parvenir à une instruction commune des demandes de financement des associations, à partir de critères d'éligibilité définis dans un référentiel national de financement partenarial et d'activité (annexe I).

Le ministère de la Justice, qui a participé à l'élaboration de l'ensemble des documents précités, a souhaité dès l'origine s'associer à cette démarche. Il importe en effet que l'institution judiciaire, qui finance pour partie l'activité de médiation familiale de ces associations sur crédits déconcentrés, puisse être représentée dans les comités départementaux qui seront créés dans les mois à venir.

A la demande des CAF de votre ressort¹, vous veillerez à désigner à cette fin un magistrat - le choix du Magistrat Délégué à la Politique Associative et à l'Accès au Droit paraissant sous réserve de votre appréciation le plus adapté-, afin de siéger au sein de ces instances locales, et de coordonner les informations dont disposent les juges aux affaires familiales du ressort de la cour en ce domaine.

Une cellule nationale à laquelle le SADJPV siègera devrait être constituée prochainement pour effectuer un suivi du fonctionnement de ces instances. Aussi je vous remercie de me faire connaître toute difficulté que vous pourriez rencontrer au plan local. Par ailleurs, le bureau de l'accès au droit et de la politique de la ville, est à la disposition des magistrats que vous aurez désignés pour le suivi de ce dossier pour toute information complémentaire.

* * *

Il convient toutefois de préciser que, malgré l'intérêt que revêt un travail commun d'instruction des demandes financières présentées par les associations, la répartition des enveloppes déléguées aux cours d'appel aux fins de financement desdites associations restera de la compétence exclusive des chefs de cour, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires.

Le calendrier du dialogue de gestion de l'automne ne permettra pas d'examiner, au titre de l'exercice 2007, les demandes de crédits des associations après arbitrage des cours, dans le cadre de ces comités.

Dans l'immédiat, il paraît nécessaire de mieux connaître les co-financements dont bénéficie le secteur associatif en ce domaine, au regard notamment de l'importance et de la nature de l'activité de la structure considérée (sur mandat judiciaire ou non, entretiens d'information sur la médiation familiale...).

¹ Le directeur de la CNAF a adressé le 6 juillet 2006 au réseau des CAF une lettre circulaire n° 2006-037 relative à la médiation familiale et à la mise en œuvre de la réforme.

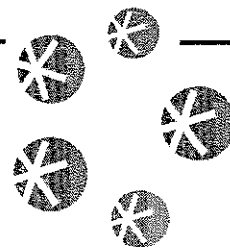
Je vous invite ainsi dès cet automne à recueillir auprès des associations civiles oeuvrant dans le domaine de la médiation familiale des informations plus précises sur les co-financements prévisionnels 2007 à l'aide d'un tableau récapitulatif (cf annexe II) qui devra être adressé au Bureau de l'Accès au Droit avant le 15 décembre 2006.

Ces données compléteront utilement celles, plus globales, qui figurent dans le questionnaire d'activité renseigné chaque année par les associations ayant une activité de médiation familiale ou de lieu neutre. Mon service a effectué une exploitation de l'ensemble de ces données. Vous trouverez ci-joint les données concernant votre cour (annexe III).

Enfin, vous trouverez en annexe IV deux brochures que la CNAF souhaite adresser aux professionnels et des usagers de la médiation familiale, documents que le SCICOM va largement diffuser à l'ensemble des acteurs de l'institution judiciaire.

Pour le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
Par délégation
Le Chef du Service de l'Accès au Droit et à la Justice
et de la Politique de la Ville


Marielle THUAU



Référentiel national de financement partenarial et d'activité des services de médiation familiale

Pour bénéficier du financement multi-partenarial, le gestionnaire doit obligatoirement répondre à trois catégories de critères relatifs au statut juridique et à son activité principale, aux prestations proposées et aux caractéristiques de l'offre de service.

Le référentiel national de financement multi-partenarial et d'activité, destiné aux membres du comité des financeurs, permet d'examiner l'éligibilité de la demande, et de déterminer le montant des financements accordés en fonction de l'activité attendue pour le service.

Il peut être enrichi par les signataires du protocole départemental selon les objectifs complémentaires qu'ils souhaitent se donner et les spécificités du territoire.

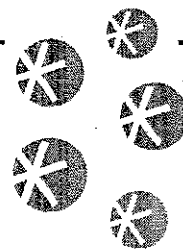
L'accord de financement multi-partenarial est finalisé dans une convention de financement d'une durée de 3 ans.

Toute demande de renouvellement s'appuiera sur les résultats des 3 années du contrat et sur un nouvel examen du projet de service.

1. L'examen des critères d'éligibilité

L'examen de la demande de financement se fait sur la base des documents suivants :

- le projet de service ;
- les justificatifs concernant la qualification des médiateurs familiaux ;
- le bilan d'activité du service pour l'année N-1 ;
- les prévisions d'activité pour l'année N.



Si le gestionnaire est une association, il doit également fournir le projet de l'association.

L'employeur fournit par ailleurs des justificatifs sur l'absence de condamnation ou de sanction énoncées à l'article 131-15 du nouveau code de procédure civile pour le salarié réalisant des médiations judiciaires.

Le fait d'être reconnu « site qualifiant » par un organisme de formation préparant au diplôme d'Etat de médiateur familial constitue un indicateur de qualité pour le service.

1.1 Statut juridique et activité principale du demandeur

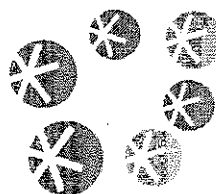
Les organismes gestionnaires éligibles sont :

- une association ;
- un regroupement d'associations ;
- une commune ;
- une collectivité territoriale ⁽¹⁾ ;
- une caisse d'allocations familiales ;
- des avocats titulaires du diplôme d'Etat de médiateur familial regroupés en association.

En cas de pluri-activité, le service de médiation familiale doit être clairement identifié, et l'activité principale du gestionnaire doit être inscrite dans le champ social, familial ou juridique ⁽²⁾.

Un regroupement de services de médiation familiale est éligible ⁽³⁾. Dans ce cas, un gestionnaire principal doit être identifié en tant que porteur du projet.

Si le gestionnaire est une association, l'examen du projet de l'association permet de déterminer si les valeurs auxquelles il se réfère sont compatibles avec les principes déontologiques de la médiation familiale, et ce afin de prévenir les dérives sectaires. Ces principes sont rappelés à la fin de ce document.



1.2 Les prestations proposées par le service

Les prestations de médiation familiale proposées par le service doivent en particulier concerner les situations suivantes :

- les divorces, les séparations ;
- les conflits familiaux autour du maintien des liens grands-parents/petits-enfants ;
- les conflits familiaux entre parents et jeunes adultes.

1.3 Caractéristiques de l'offre de service

Le financement est attribué aux services qui ont une activité significative de médiation familiale et qui offrent des garanties quant à l'organisation et à la qualité des prestations.

1.3.1 La nature des activités

Seuls les opérateurs offrant cumulativement les trois activités figurant ci-après peuvent prétendre à un financement :

- séances d'information générale sur la médiation familiale, individuelles ou collectives ⁽⁴⁾ ;
- entretiens d'information préalable à l'entrée dans le processus ⁽⁵⁾ ;
- entretiens de médiation familiale.

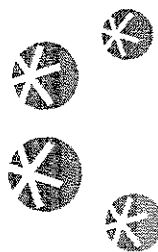
Les médiations familiales sont exercées dans un cadre extra-judiciaire et/ou judiciaire.

1.3.2 L'organisation du service

Un service de médiation familiale doit obligatoirement comporter une fonction d'accueil et/ou de secrétariat.

Les locaux doivent permettre de respecter les conditions de confidentialité nécessaires au déroulement des séances de médiation familiale. Les lieux où s'exerce la médiation familiale doivent être clairement identifiés.

Si les locaux ne sont pas affectés au seul usage de la médiation familiale, l'organisme gestionnaire indique les autres activités exercées dans les dits locaux, leur fréquence et les temps spécifiquement réservés à la médiation familiale.



1.3.3 La qualification des personnels

La qualification des personnels est assurée par l'engagement du service dans la professionnalisation des médiateurs familiaux et par un suivi régulier de séances d'analyse de la pratique pour ces professionnels.

La qualification des personnels retenue correspond au diplôme d'Etat de médiateur familial inscrit dans le répertoire national des certifications professionnelles. Pour les médiateurs familiaux actuellement en exercice, la démarche de validation des acquis de l'expérience est prise en compte.

Les justificatifs concernant la qualification des médiateurs familiaux sont les suivants :

- diplôme d'Etat de médiateur familial ;
- attestation de validation des acquis de l'expérience (Vae) attribuant tout ou partie du diplôme de médiateur familial ;
- attestation de recevabilité du livret 1 et/ou date de dépôt du livret 2 prouvant que la Vae est engagée.

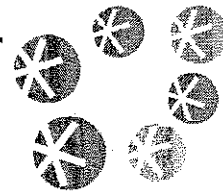
A défaut, lors de l'examen de la 1^{re} demande de financement, l'employeur fournit une attestation apportant les précisions nécessaires sur l'activité et la qualification actuelle de médiateur familial du salarié.

Le gestionnaire devra justifier au terme des 3 ans de conventionnement que l'ensemble de ses personnels est bien titulaire du diplôme d'Etat. A l'issue de cette période, et à titre exceptionnel, les Caf pourront examiner la situation de personnels ne pouvant justifier de l'obtention de ce diplôme ⁽⁶⁾.

1.3.4 Le volume d'activité du service

L'activité d'un service de médiation familiale réputé éligible au financement multipartenarial correspond, a minima, à 1/4 de poste en équivalent temps plein (Etp).

Ce volume d'activité est apprécié à partir des références d'activité présentées au point 2 de ce référentiel.



2. Des références pour l'activité attendue par poste en équivalent temps plein

Les références présentées ci-dessous ont été élaborées à partir des travaux du conseil national consultatif de la médiation familiale ⁽⁷⁾.

La plupart des médiateurs familiaux étant actuellement employé à temps partiel, voire à la demande ⁽⁸⁾, le financement par poste en équivalent temps plein est assorti d'une activité attendue fixée en fonction de l'ancienneté de la structure.

Ces références ont été élaborées pour permettre au comité des financeurs de déterminer le nombre de postes financés en fonction de l'activité réalisée par le service au moment de la demande et de ses prévisions.

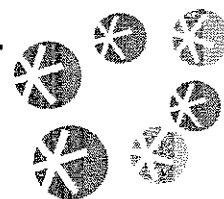
Deux indicateurs ont été retenus :

- le nombre de mesures de médiation familiale ;
- le nombre total d'entretiens.

Le nombre de mesures permet de connaître le nombre de familles bénéficiaires d'un processus de médiation familiale. A noter qu'il s'agit de l'indicateur de suivi retenu dans la convention d'objectif et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf.

Le nombre total d'entretiens comprend :

- les entretiens d'information préalables, qu'ils aboutissent ou non à une médiation familiale ⁽⁹⁾ ;
- les séances directement liés au processus de médiation familiale ⁽¹⁰⁾.



2.1 L'activité cible par poste

Ancienneté de la structure	ACTIVITÉ CIBLE POUR 1 ETP	
	Nombre de mesures	Nombre d'entretiens
1 an	50	350
2 ans	60	400
3 ans et plus	70	450
	ACTIVITÉ CIBLE POUR 1/2 ETP	
	Nombre de mesures	Nombre d'entretiens
1 an	25	175
2 ans	30	200
3 ans et plus	35	225
	ACTIVITÉ CIBLE 1/4 ETP	
	Nombre de mesures	Nombre d'entretiens
1 an	10	85
2 ans	15	100
3 ans et plus	18	112

A noter :

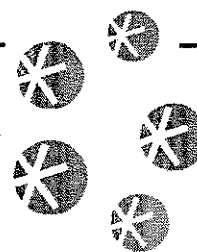
Pour les 3 premières années de conventionnement, l'atteinte de l'activité cible en fin d'exercice est laissée à l'appréciation du comité des financeurs.

A compter de 2009, l'atteinte des objectifs d'activité conditionnera la liquidation de la prestation de service pour la Caf.

2.2 Les modalités de financement

Le montant des financements accordés est déterminé par poste en équivalent temps plein (Etp).

A la fin de chaque exercice, les services fournissent la fiche "rapport d'activité médiation familiale" ainsi que leurs prévisions d'activité pour l'année à venir à l'ensemble des financeurs.



Rappel des préconisations du Conseil national consultatif de la médiation familiale

1. Principes déontologiques

Afin d'assurer le respect du droit des personnes, le processus de médiation familiale doit impérativement présenter un caractère volontaire, confidentiel, et librement consenti.

La garantie du consentement

La médiation familiale s'organise avec le consentement personnel et direct des intéressés afin de favoriser leur responsabilisation. Ce consentement doit être libre et éclairé.

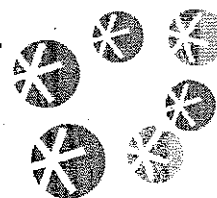
Pour ce faire, le médiateur doit :

- donner une information claire et complète sur les principes déontologiques et les modalités de la médiation familiale ;
- s'assurer que les informations données ont été bien comprises ;
- informer les personnes de la possibilité qu'elles ont de consulter à tout moment tout professionnel ou service de leur choix pour connaître leurs droits ;
- recueillir de manière individuelle le consentement des personnes sur le principe et les modalités de la médiation familiale ;
- être particulièrement attentif aux situations d'emprises et de violences conjugales ou familiales susceptibles d'altérer le consentement de l'une ou l'autre partie ;
- le médiateur familial refusera la médiation s'il considère que ces conditions ne sont pas réunies.

Le médiateur n'a aucun pouvoir sur les décisions qui seront prises au cours du processus de médiation. Les personnes élaborent elles-mêmes leurs solutions et leurs accords. Le médiateur ne tranche pas. Il doit cependant s'assurer que l'accord éventuellement conclu reflète réellement la volonté des personnes dans le respect des règles d'ordre public.

Le caractère confidentiel

Sous réserve des dispositions de la loi, le médiateur familial ne peut ni divulguer ni transmettre à quiconque le contenu des entretiens ou toute information recueillie dans le cadre de la médiation.



Au terme de la médiation, les accords conclus par les personnes peuvent faire l'objet d'un document écrit et signé par elles seules. Ce document, éventuellement rédigé par le médiateur familial, est à l'usage exclusif des personnes.

L'obligation de confidentialité s'impose au médiateur familial.

2. Définition de l'activité de médiation familiale

L'activité de médiation familiale a été définie par le conseil national consultatif de la médiation familiale sur la base des éléments suivants :

- un processus complet de médiation familiale comporte :
 - un entretien d'information ;
 - un nombre de séances de médiation familiale variable selon les situations.
- la durée d'un entretien de médiation familiale est fixée à 3h. Cette durée intègre le temps de préparation, l'entretien avec les bénéficiaires, le travail de rédaction et l'analyse de la pratique.
- un maximum de 7 séances ne doit pas être dépassé. Au-delà de ce nombre, on estime en effet que la médiation familiale ne correspond plus à la demande, et qu'une orientation vers un autre praticien est nécessaire.

Un poste de médiateur familial permet de réaliser annuellement 70 mesures de médiation familiale

- 1 - Conseil général, établissement public départemental ,conseil régional .
- 2 - Une association oeuvrant par exemple dans le champ de l'animation ou des loisirs ne peut être éligible au financement multi-partenarial.
- 3 - Dans le cadre d'une plate-forme départementale de médiation familiale par exemple.
- 4 - Le but de ces séances est d'apporter une information générale sur la médiation familiale. Elles comprennent les entretiens d'information collectifs sur injonction du juge.
- 5 - Entretiens personnalisés, d'une durée minimale d'une heure, qui permettent aux personnes de choisir de s'engager ou non dans un processus de médiation familiale. Ils comprennent les entretiens d'information individuels sur injonction du juge
- 6 - Une dérogation sera notamment recevable lorsque la procédure de Vae a été mise en place tardivement par la Drass de la région.
- 7 - Cf. Préconisations du Conseil national consultatif de la médiation familiale en annexe de ce référentiel.
- 8 - Selon une enquête de la Fenamef au 30 juin 2005 : 225 médiateurs familiaux exerçaient dans 113 services, pour 88 ETP.
- 9 - Donnée n° 2 de la fiche "rapport d'activité des services de médiation familiale".
- 10 - Donnée n° 3 de la fiche "rapport d'activité des services de médiation familiale".